

Vladimir Poutine, Premier ministre de Medvedev ? Une hypothèse maintenant avancée. Quels changements pourraient expliquer que l'actuel Président laisse entendre qu'il pourrait accepter ce poste sans envergure en se plaçant d'emblée sous l'autorité de son successeur ? Dans un prochain article Pierre Lorrain tentera d'apporter des réponses à cette question.

POUTINE FUTUR PREMIER MINISTRE ?

En considérant, le 1er octobre dernier au VIIIe congrès du parti « Russie unie », que prendre la tête du gouvernement était une « possibilité tout à fait réaliste », le président Vladimir Poutine a peut-être voulu donner une indication sur son futur et celui de la Russie, mais rien n'est moins sûr. En tout cas, il a brouillé une nouvelle fois les pistes sur ses plans.

Il est difficile d'exclure totalement l'hypothèse d'une nomination de Poutine au poste de Premier ministre par le futur président élu : cela pourrait assurer une continuité du pouvoir qu'il continuerait à exercer par personne interposée. Cependant, il est possible d'élever trois séries d'objections sérieuses : la première série est liée aux circonstances, la deuxième aux problèmes constitutionnels, la troisième à des considérations humaines.

1. Objections circonstancielles :

L'hypothèse d'un Poutine chef du gouvernement repose sur l'idée que le président rechignerait à quitter le pouvoir et qu'il voudrait rester à la tête du pays pendant les 4 prochaines années, avec un président très faible qui lui garderait la place, en attendant de se représenter à la présidence en 2012 (ou avant si le nouveau président démissionnait avant terme).

Dans ce cas, il est difficile de comprendre pourquoi Poutine préférerait une solution aussi risquée (et si le nouveau président se révélait plus fort et moins loyal que prévu) et aussi peu élégante, alors qu'il lui était facile, au cours des trois dernières années de changer la Constitution pour lui permettre de briguer plus de deux mandats (et même de rallonger la durée du mandat de 4 à 7 ans). Suffisamment de voix dans le pays l'encourageaient à le faire et cela n'aurait présenté aucune difficulté, quitte à organiser un référendum qu'il aurait gagné haut la main.

De plus, il ne craignait rien pour son image : la population russe s'attendait à cela. Quant à sa réputation à l'étranger, elle n'aurait sans doute pas été pire qu'elle ne l'est déjà. Et ce n'est sans doute pas la peur d'être comparé à Hugo Chavez ou à Hosni Moubarak (plus fréquentable pour les Occidentaux) qui l'a retenu.

On peut objecter qu'il a tellement répété qu'il ne fallait pas changer la Constitution qu'il a n'a pas osé se déjuger. Mais une telle explication ne cadre pas avec l'image d'un personnage prêt à rester au pouvoir à toute force (même au prix de l'humiliation que peut représenter de passer du poste de président à celui de Premier ministre). Il lui aurait été facile de trouver dans la situation dans le Caucase ou dans la lutte contre le terrorisme des arguments pour justifier une révision de la Constitution.

2. Objections constitutionnelles

Le Premier ministre ne dispose, de par la Constitution russe, d'aucun pouvoir particulier autre que celui proposer au président la structure du gouvernement ainsi que sa

composition. Ensuite, il « détermine les orientations fondamentales de l'activité du Gouvernement de la Fédération de Russie et organise son travail ». En d'autres termes, il n'est qu'un super-chef de cabinet aux ordres du président qui a le pouvoir de le nommer (avec l'accord de la Douma) et de le révoquer (sans demander l'avis de personne).

Cela comporte clairement un risque : même si le nouveau président n'était qu'un pantin entre les mains de Poutine, il disposerait de tous les pouvoirs possibles pour trancher en sa faveur tout éventuel conflit. En revanche, le Premier ministre ne pourrait se servir contre le président que de moyens de « coercition » non constitutionnels, ce qui l'obligerait à sortir de la légalité.

De plus, en cas d'échec politique, le Premier ministre est traditionnellement un fusible. Le président peut toujours invoquer une défaillance de l'action gouvernementale pour expliquer les échecs alors que le Premier ministre qui est chargé d'appliquer la politique du président est doublement responsable : devant le président et devant la Douma.

Bref, une révision de la Constitution serait nécessaire pour donner un minimum de substance au poste de Premier ministre (en instaurant, par exemple, un régime parlementaire ou le président n'aurait qu'un rôle représentatif).

Selon certains analystes ce serait son intention : dans un régime parlementaire. Poutine, chef de la liste Russie unie assurée de la victoire, se transformerait ipso facto en chef de la majorité parlementaire et deviendrait donc logiquement le Premier ministre.

Ce montage potentiel a été d'avance contredit par l'intéressé lui-même qui, devant le même congrès de Russie unie où il avait évoqué la possibilité de devenir Premier ministre, avait encore une fois plaidé contre tout changement de la Constitution en affirmant que, telle qu'elle est, elle convient parfaitement aux besoins de la Russie. Sans compter que Poutine, même en acceptant de conduire la liste de Russie unie a refusé d'en devenir membre. De plus, il ne pourrait devenir chef de la majorité à la Douma qu'en étant député et donc en démissionnant de la présidence avant le terme de son mandat, car la loi ne permet pas le cumul de fonctions exécutives et législatives.

3. Objections psychologiques

La troisième série d'objections est liée à la conception que Poutine (et plus largement les hommes politiques russes) se font des institutions et du pouvoir. L'expérience communiste et la mise en pratique progressive sous Brejnev et ses successeurs (jusqu'à Gorbatchev) du respect de la « légalité socialiste » est fondé sur un postulat simple : « si un loup a des dents, c'est pour s'en servir ». En d'autres termes, il n'existe pas de loup végétarien. Si la Constitution donne des droits à tel ou tel acteur, il s'en servira (de la même manière que les activistes antisoviétiques, après les accords d'Helsinki, se servaient du slogan « respectez la Constitution soviétique » mettant ainsi à mal un régime qui aspirait à fonder sa dictature non plus sur l'arbitraire mais sur une «légalité» même fondée sur le seul pouvoir du parti).

Tous les politiciens russes, particulièrement sensibles aux rapports de force, tiennent compte de ce postulat. La crise de l'automne 1993 entre le président et le Soviet suprême de Russie s'explique par le fait que chacun des deux antagonistes utilisait en plein les pouvoirs que la Constitution lui accordait. Or cette Loi fondamentale était celle de l'ancienne république fédérative soviétique de Russie et, mille fois amendée pendant et après l'effondrement de l'URSS, elle instituait un régime hybride qui n'était plus soviétique sans cesser pour autant de l'être et hésitait entre un système présidentiel et

un système parlementaire. Le président comme le Soviet suprême se virent donc contraints de sortir de la légalité pour régler le conflit. Le vainqueur fut le président qui disposait de la force armée.

Or les deux antagonistes, Boris Eltsine d'un côté et Alexandre Routskoï et Rouslan Khasboulatov de l'autre, étaient les meilleurs amis du monde à peine trois ans plus tôt.

Par ailleurs, en 1999, lorsque Poutine fut nommé Premier ministre par un Eltsine en plein déclin, tout le monde voyait le nouveau promu comme un personnage fade et discret sans grand avenir politique. Ses véritables pouvoirs ne lui furent donnés que lorsqu'il devint président par intérim, le 31 décembre 1999, après la démission du président en titre. Ce furent eux qui lui permirent de s'imposer et de se libérer très vite de la tutelle de ceux à qui il devait son élection.

Vladimir Poutine ne peut que tenir compte de ces précédents au moment d'envisager son avenir. Il ne peut exclure le risque de voir le président qu'il aurait choisi, même le plus effacé des hommes, devenir un véritable prédateur qui le marginaliserait en nommant des hommes à lui aux postes clés et qui profiterait de ses pouvoirs constitutionnels pour résoudre en sa faveur toute crise qui l'opposerait à l'ancien président.

En prenant cela en compte, il était nettement plus simple pour rester au pouvoir de changer la Constitution pour abolir l'alinéa 3 de l'article 81 qui stipule : « Une même personne ne peut exercer la fonction de Président de la Fédération de Russie plus de deux mandats consécutifs. »

Reste à expliquer pourquoi Poutine a jugé « tout à fait réaliste » la possibilité de devenir chef du gouvernement. Il convient de remarquer qu'il l'a fait en précisant qu'il était encore un peu tôt pour y penser réellement. Et en donnant deux conditions : une victoire de « Russie unie » et l'élection d'un homme « décent, efficace et à la pensée moderne » à la présidence. En somme, d'abord franchir les échéances électorales qu'aborde la Russie.

Il est probable que les délégués (et les électeurs) de « Russie unie » n'auraient pas compris que leur liste soit dirigée par un homme qui leur annonçait son retrait de la politique.

Si Poutine a accepté d'être tête de liste, c'est pour « doper » le résultat de « Russie unie » et lui faire gagner au moins 15 points de plus que son résultat prévu sans lui. Dans cette optique, il aurait été particulièrement inefficace et contre-productif de laisser penser que son implication n'était que symbolique et seulement destinée à laisser la meilleure situation législative possible à son successeur, quel qu'il soit.

Pierre LORRAIN, Ecrivain
octobre 2007